

PAKISTAN

Le gouvernement enfreint ses propres lois pour participer à la « guerre contre le terrorisme »

Index AI : ASA 33/015/02

Embargo : 20 juin 2002 (00 h 01 GMT)

Les autorités pakistanaises portent atteinte au système de protection des droits humains en arrêtant et en expulsant des centaines de personnes au nom de la « guerre contre le terrorisme », affirme Amnesty International dans un rapport publié ce jour.

Des Pakistanais et des ressortissants d'autres pays soupçonnés d'appartenir à l'organisation *Al Qaïda*, ou talibans présumés, ont été appréhendés de façon arbitraire. Un nombre indéterminé de personnes ont été expulsées vers les États-Unis ou vers d'autres pays, sans aucune garantie en matière de droits humains.

L'organisation de défense des droits humains s'est exprimée en ces termes : « La primauté de la loi est dédaignée. Le traitement réservé aux détenus n'est conforme ni à la législation pakistanaise, ni

au droit international. Quant à la protection des droits humains, elle a été jetée aux oubliettes.

« L'identité des détenus et leur lieu de détention ne sont pas connus. Ces personnes sont isolées de leur famille et de leurs avocats, et aucune information officielle n'est donnée à leur propos. Les médias ne traitent de leur cas que de façon très fragmentaire. »

Quelques ressortissants étrangers ont été remis à leur pays d'origine, alors que leurs droits humains risquent d'y être bafoués. Ces derniers mois, au moins deux Ouïghours ont été livrés aux autorités chinoises, et plusieurs attendent leur renvoi forcé. Amnesty International estime que ces personnes pourraient être torturées, voire exécutées, dans leur pays d'origine.

Dans ce rapport, l'organisation de défense des droits humains présente les circonstances des interpellations et des remises arbitraires entre les mains des autorités américaines, et formule plusieurs recommandations.

Elle exhorte le gouvernement pakistanais à observer ses propres lois, à respecter les normes

internationales en matière de protection des droits humains et à cesser d'expulser des personnes vers des pays où elles sont susceptibles d'être condamnées à mort ou risquent de subir d'autres violations de leurs droits humains.

Amnesty International a ajouté :
« Le Pakistan fait partie des nombreux pays qui ont sacrifié les droits humains sur l'autel de la sécurité depuis les attentats du 11 septembre. Il ne faut pas opposer la sécurité aux droits humains, car ces deux notions sont indissociables. »

Pour obtenir la version anglaise du rapport, veuillez consulter le site <http://www.web.amnesty.org/ai.nsf/index/330142002>.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org